

10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance

Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne ou son espace).....	50 cent.
RÉCLAMES (— d° —) 3 ^e page.....	1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

Ce que serait l'impôt sur le capital. Une égalité qui serait l'injustice même ! Il faut de l'argent et le contribuable doit payer. Entendu ! Mais que les agresseurs versent d'abord tout ce qu'ils peuvent donner ! — L'arrestation de 3 bolcheviks porteurs de 5 millions de roubles, le meurtrier de Clemenceau et l'action des défaits. Ne jouons pas avec le feu. — Encore le discours de M. Wilson.

Les gens bien informés prétendent que le projet d'impôt sur le capital, préparé par M. Klotz, se résumerait à ceci :

Tout Français serait tenu de verser à l'Etat le cinquième de ce qu'il possède. Les versements pourraient se faire en cinq ans.

Ainsi, le propriétaire de la guerre qui a gagné dix millions devrait en abandonner deux, ce qui lui ferait une annuité de 400.000 francs. C'est justice, diriez-vous. Attendez !

L'industriel ou le commerçant qui a été mobilisé et dont l'établissement ne vaut plus que cent mille francs au lieu de cent cinquante mille, par suite des pertes dues à son absence, devra verser 20.000 fr., soit 4.000 francs par an pendant 5 ans. Ayant déjà perdu le tiers de son patrimoine, ce commerçant ou cet industriel devra pourtant payer tout comme le « profiter » qui, lui, conserve un bénéfice formidable !

Le propriétaire qui possède uniquement un immeuble évalué cinquante mille francs, qui n'a pas touché un sou de loyer pendant 4 ans, devra néanmoins donner 10 mille francs, 2.000 par an. Où les prendra-t-il ?

Le paysan qui a sué et peiné pour acquérir un petit lopin de terre et qui croit pouvoir jouir du fruit de ses économies et de son labeur sera, tout comme les autres, obligé de livrer à l'Etat le cinquième de ce qu'il possède.

Le petit artisan, l'ouvrier économe, le petit employé, tous ceux qui auront péniblement amassé quelques sommes modestes dans l'espoir d'adoucir leurs vieux jours seront logés à la même enseigne.

Ce sera l'égalité parfaite, à cela près que les propriétaires fonciers, les industriels, les commerçants paieront à coup sûr, leur fortune étant visible, tandis que ceux qui auront des titres s'efforceront de tromper le fisc sur la valeur de leur avoir. Comme toujours, ce sont les paysans, possesseurs de terres, les propriétaires d'immeubles, les industriels qui seront écrasés d'impôts !

Certes, nous comprenons parfaitement qu'il faut de l'argent à l'Etat. Le trou creusé par la guerre est effroyable. Il faut le combler. Il est donc de toute nécessité de demander au contribuable de s'exécuter. Encore ne faudrait-il pas assommer ledit contribuable et étrangler d'un coup la poule aux œufs d'or.

Surtout, le public français ne comprendrait pas qu'on commence par lui demander de s'imposer le maximum de sacrifices avant d'avoir saigné à blanc les Barbares responsables de la catastrophe mondiale.

Le Français paiera. Mais il paiera sans rechigner seulement le jour où il sera démontré que l'Allemagne a versé tout ce qu'elle peut verser. Il serait dangereux pour les pouvoirs publics de ne pas faire cette preuve avant d'avoir recours à un impôt dans le genre de celui de M. Klotz. Le paysan français le prouverait peut-être avec fracas.

Qu'on commence donc par exproprier des fortunes boches tout ce qui n'est pas indispensable à la vie de l'Allemagne. Et surtout qu'on se méfie de la mauvaise foi ennemie. Les Barbares mentent comme ils respirent. Exemple : Lorsque le maréchal Foch a réclamé quelques milliers de machines agricoles pour remplacer celles détruites chez nous par les soldats de Guillaume, les Allemands, larmoyants, ont déclaré qu'on voulait les affamer. Le peuple, privé de machines aratoires, serait dans l'impossibilité de cultiver et de faire fructifier son sol ! Publicistes et orateurs teutons prenaient l'univers à témoin de l'inhumanité des Alliés.

Or, tout récemment, un syndicat allemand offrait en pays neutre, au quart de leur valeur réelle, un gros stock de machines agricoles allemandes, construites pendant la guerre et d'une valeur de 60 millions de marks. Les Boches mentaient donc en affirmant qu'ils ne pouvaient livrer les machines réclamées par Foch.

Le jour où on exigera une indemnité, ils se lamentent encore. Il ne faudra pas s'émouvoir.

Il faut payer. C'est le résultat inévitable. Entendu. Mais que Messieurs les agresseurs passent les premiers !

On vient d'arrêter trois bolcheviks, débarqués à Dunkerque en même temps qu'un certain nombre de Français qui avaient pu fuir l'enfer russe ! Ces trois bons apôtres se donnaient comme délégués de la Croix-Rouge. On a établi qu'ils étaient trois agents de Lénine, chargés d'une mission de propagande bolcheviste dans notre pays. On a trouvé sur eux la modeste somme de cinq millions de roubles qui devaient être employés à favoriser l'anarchie en France !

Rapprochons ce détail du premier interrogatoire du meurtrier de Clemenceau.

Questionné par M. Bouchardon sur l'attitude qu'il eût observée dans le cas où le geste fût resté sans conséquences et pour lui et pour Clemenceau, Cottin a répondu :

« J'aurais attentivement lu les divers journaux de mon parti puis j'aurais pris une détermination selon le jugement qu'ils auraient porté sur l'attentat. »

Ainsi, cet individu, rendu dangereux par la lecture des feuilles libertaires, reconnaît qu'il eût conformé sa conduite aux conseils qu'il aurait trouvés dans la presse qui prêche le chambardement universel.

Par qui est soudoyée cette presse ? Par nos ennemis, cela va de soi. La *Démocratie Nouvelle* en donne une preuve nouvelle et impressionnante. Il s'agit d'un rapport de Guilbeaux — condamné à mort par contumace — qui menait en Suisse pendant la guerre, dans une ignoble feuille, une intense propagande défaitiste.

Il s'agit d'un document précis adressé, en mai 1918, par Guilbeaux au bureau créé par les Bolcheviks à Zurich. Dans ce document, le traître donnait des renseignements « sur la situation intérieure en France et les possibilités qu'elle présentait pour la réalisation du programme (défaitiste) de Zimmerwald. »

Le ressort de la lecture de cette pièce que Boches et Bolcheviks préparaient chez nous un grand mouvement révolutionnaire pour faciliter la victoire totale des Barbares. Guilbeaux précise les concours sur lesquels on pouvait compter : députés ou camarades qui travaillent, depuis 1914, pour l'Allemagne ; journaux (« *La Vague*, *Le Journal du Peuple*, *Le Droit du Peuple*, etc... ») qui secondent de tout leur pouvoir l'agression criminelle ; « agents sûrs du Central télégraphique parisien qui assurèrent la transmission de l'ordre général de grève générale et informèrent les villes de l'intérieur du cours des événements révolutionnaires à Paris. »

N'oublions pas que ceci se passait en mai 1918, au moment où la ruche allemande était angoissée. C'est à cet instant précis que s'organisaient — avec l'or allemand — ce mouvement révolutionnaire dont on attendait « une complète réussite... et qui devait assurer le triomphe du plan cher aux camarades allemands et autrichiens ». Dans ce document Guilbeaux ajoute avec fierté : « *La Plèbe* qui facilite le mouvement a été lancée SI ADROITEMENT que l'origine des fonds (étrangers) N'EST PAS SUSPECTÉE ! »

Il a fallu, on en conviendra un joli ressort aux Français pour résister à la campagne abominable qui s'exagérait au moment où les Barbares se ruèrent pour la seconde fois sur Paris.

Et pourtant, les journaux signalés poursuivent aujourd'hui encore leur besogne infâme. Ils continuent à vivre grâce à l'or ennemi. Preuve en est l'arrestation des trois bolcheviks de Dunkerque. Les cinq millions de roubles dont ils étaient porteurs n'arriveront pas à destination, mais d'autres suivent, d'autres parviendront aux destinataires. Et ces feuilles soufflant la haine, in-

citant à l'assassinat armeront d'autres bras qui feront d'autres victimes.

Est-ce que vraiment la liberté exige qu'on laisse se poursuivre pareille besogne. L'intérêt du pays ne devrait-il pas faire un impérieux devoir à nos dirigeants de mettre un terme à cette campagne bolcheviste ?... Qu'on songe à l'histoire russe d'hier. Kerensky faisait de beaux, d'interminables discours pour prêcher leur devoir au peuple et aux soldats Russes. Pendant ce temps, Lénine et Trotsky agissaient. Ils arrivèrent au but qu'ils s'étaient proposé. On sait ce qu'ils ont fait de l'empire des Tsars !

Aujourd'hui, Lénine et Trotsky, aidés par les « Kamerads » allemands, opèrent en France. Ne pensent-ils pas qu'il serait grand temps de mettre tous les agents des sales Boches hors d'état de nuire à notre pays ?

N'est-ce pas déjà trop qu'on permette à l'*Humanité*, journal de Renaudel, l'homme de l'Internationale ou à la *Vérité*, organe caillautiste, d'écrire : « Les impérialistes en fureur se disputent les dépouilles du vaincu ? »

Le pauvre vaincu c'est, vous l'avez compris, le brave Boche ; les impérialistes en fureur ce sont les sanguinaires Français, les Belges criminels, tous les Alliés cyniques !

Cette liberté accordée à la presse extrémiste ne suffit-elle pas et faut-il laisser aux anarchistes la latitude de désigner les victimes aux fanatiques, jusqu'au jour où ils auront déchaîné la guerre civile ?

Qu'on y songe, il est toujours très dangereux de jouer avec le feu !

Le discours prononcé par M. Wilson au moment où il rentrait en Amérique, tient encore l'affiche. C'est que la polémique est vive, là-bas, au sujet de la Ligue des Nations, que le Président américain considère comme le seul organisme pouvant assurer la sécurité de demain.

L'opposition est importante et au Sénat et dans le pays. La raison de cette opposition est double. Il est nombre d'américains qui voient avec peine leur pays se mêler aux affaires européennes. Mus par un sentiment égoïste, ces Yankees supposent qu'ils sont à l'abri dans leur continent séparé des Barbares par un grand océan, comme si les Barbares vainqueurs de la France et de l'Angleterre n'auraient pas les moyens d'aller porter la guerre au-delà des mers !... Ces Américains font donc un faux calcul que M. Wilson combat avec raison.

En outre, les adversaires du Président pensent avoir trouvé un tremplin heureux pour combattre l'homme qui s'est maintenu au pouvoir par la division des républicains.

Il faut rendre cette justice à M. Wilson qu'il ne s'arrête pas aux aspérités de la route ; crânement, il va droit au but.

Il faut, dit-il, faire quelque chose de plus que signer la paix. Les destinées de la civilisation sont en jeu. Pendant quatre ans, la Force a tenté de triompher du Droit. Celui-ci l'a emporté. Va-t-on permettre que le triomphe soit éphémère ? « Les arrangements de la paix actuelle, a dit M. Wilson, ne peuvent pas durer plus d'une génération, s'ils ne sont garantis par les forces unies de l'unité civile. »

M. Wilson veut travailler à cette union. Il pense atteindre le but par la *Ligue des Nations*. Il ne veut pas s'arrêter à mi-chemin pour laisser les Allemands maîtres de l'avenir. « S'arrêter maintenant, c'est livrer, demain, les Polonais, les Tchécoslovaques, les Yougo-Slaves, les Arméniens, aux empires de proie. »

Que vaudrait la paix si elle ne doit pas être garantie par une force susceptible d'en imposer aux Germains qui songent déjà à la revanche ? Cette force, on la trouvera dans la Ligue des Nations. Force morale d'abord qui aura son poids, mais force matérielle, surtout, qui plus que l'autre obligera l'ennemi à abandonner tout espoir de reprendre la lutte criminelle.

La Ligue des Nations, disent les *Débats*, « sera nécessaire pour réfréner les convoitises, apaiser les rancunes, reténir les impatiences et réprimer les initiatives ».

La Ligue des Nations sera la gardienne du Droit.

Mais ce projet qui doit reténir l'attention de tous les Alliés ne doit pas nous faire perdre de vue le but principal immédiat.

« Le problème, quel est-il ? écrit le *Temps*. « En dépit de toutes les objections, l'évidence répond : c'est le problème d'Allemagne. »

« Pourquoi n'est-on pas parvenu à le régler jusqu'ici ? C'est surtout parce qu'on n'a voulu le traiter que du dehors, en le considérant comme un bloc que les uns veulent rogner çà et là en abattant quelques angles, tandis que d'autres s'accrochent de le laisser grossir, pourvu que sa surface porte seulement quelques ornements démocratiques. Personne ne s'avise d'étudier sa structure intérieure, ses clivages, ses diversités. »

« Ayons d'abord une idée de ce que l'Allemagne devrait être en elle-même, pour qu'elle puisse vivre pacifiquement dans un monde conforme à nos principes et à nos droits. Une fois que tous les gouvernements victorieux auront cette idée dans l'esprit, ils sauront où ils veulent aller, et ils trouveront bien le chemin. »

Voilà le problème bien posé. Réglons le sort de l'Allemagne de façon qu'elle ne soit plus un danger pour l'humanité, on s'occupera ensuite de la Ligue des Nations qui perpétuera la garantie. Alors la paix pourra être définitive.

A. C.

Le coût de la vie il y a 100 et 400 ans, comparé à ce qu'il est aujourd'hui

Le prix des denrées qui a pris vers la fin de la guerre, des proportions effarantes, ne se décide pas à revenir rapidement vers un niveau plus acceptable.

On pensait que la fin de la guerre sous-marine, en mettant un terme au gaspillage et à la perte de précieuses et considérables matières premières nécessaires à l'industrie, ainsi qu'à l'anéantissement de stocks démesurés de denrées alimentaires, améliorerait la situation.

L'effet attendu ne s'est pas fait sentir. Les difficultés des importations sont vaincues, la main-d'œuvre se fait moins rare par suite de la démobilisation ; le départ des troupes alliées dont le ravitaillement créait encore des complications s'effectue de jour en jour et le prix de la vie reste le même.

Quand nous proclamerons plus tard qu'en l'an de disgrâce 1918, nous avons payé à Paris, le beurre 8 et 10 francs la livre, le lait 1 fr. 10 le litre, la douzaine d'œufs 7 et 8 francs ; un poulet 30 francs ; le vin très ordinaire 2 fr. 50 ou 3 francs le litre ; les chaussures 60 francs la paire et toutes autres denrées à l'échelle, nous audrions prétendre que nous avons vécu à une époque légendaire où les salaires devaient être exorbitants.

Or, si le prix des choses nous paraît prodigieux comparé à ce qu'il était avant la guerre, que dirions-nous si nous mettions en parallèle la valeur des denrées avec ce qu'elles coûtaient il y a 120 ans ?

En l'an 1800, une oie coûtait, en France, 1 franc ; un dindon le même prix ; un poulet 10 sols ; un canard 2 sols ; un cent d'œufs ; 2 francs ; un kilo de poisson : 4 sols. Le vin se vendait à cette époque 6 francs l'hectolitre.

Par contre, un ouvrier d'usine ne gagnait alors qu'un franc par jour ; un ouvrier agricole 0 fr. 60. Le salaire quotidien d'une femme ne dépassait pas 0 fr. 35 et malgré la modestie de ces salaires, la vie était facile, infiniment plus facile qu'aujourd'hui.

Mais ceci n'est rien encore et le prix de la vie, sous le règne de François I^{er} atteignait des proportions infiniment supérieures en comparaison de ce qu'il est de nos jours.

La vieille ville d'Harfleur, en Normandie, eut l'insigne honneur d'offrir un banquet au roi François I^{er}. Le menu, comme l'on pense, fut fastueux ; le banquet fut magnifique, puisqu'on crut bon d'en conserver à jamais le souvenir dans d'impérissables archives.

Le comprenant : 15 douzaines et demie de pains ; 2 sous la douzaine ; des chapons, coqs, perdrix, canards et pluviers pour 7 livres et 15 sols ;

2 moutons à 16 sols pièces ; 4 gigots à 2 sols et 6 deniers pièces ; 6 tartes à 3 so's ; 8 livres de porc à 2 sols ; 12 verres à pied à 9 sols la douzaine ; 59 gallons de vin à 2 sols et 6 deniers le pot ; un ponchon de vin clair et d'Orléans à 8 livres.

La carte à payer, pour ce banquet royal auquel assistèrent toutes les hautes personnalités de la ville et de la province, s'éleva à « 34 fr. seize sous. »

Si les finances d'Harfleur sont obérées, ce n'est certainement pas la visite de François I^{er} qui les a plongées dans le marasme.

M. DESCHAMPS.

UN HUMORISTE

Le Kronprinz, interviewé, à Wieringen, par un représentant du *Daily Express*, lui a fait les déclarations suivantes :

« Vous tenez à savoir qui a déchaîné la guerre, je vais vous le dire : C'est Edouard VII. J'ai causé souvent pendant des heures avec lui et je connaissais parfaitement ses idées. Il ne voulait pas combattre l'Allemagne, mais il voulait l'écraser. La création de l'Entente a été le commencement de la guerre mondiale. Ni mon père, ni moi n'en sommes responsables. Je savais aussi bien que qui que ce soit que l'Allemagne pouvait, sans guerre, atteindre une suprématie commerciale absolue dans le monde, dans l'espace de dix ans environ. J'ai toujours été opposé à la guerre (sic), je savais que nous ne pouvions espérer la victoire que d'un miracle. Ce qui s'est produit n'a fait que confirmer mon opinion. Maintenant, on parle de nous fusiller, mon père et moi. C'est absurde de penser qu'au XX^e siècle, les hommes peuvent profiter de telles insanités. Mais voyons, ils ne pourraient pas nous infliger un châtiment pire que celui que nous subissons actuellement. »

Le Kronprinz affirma que l'Allemagne ne pourrait jamais payer les frais de la guerre. C'est la Russie qui doit payer, dit-il, c'est le seul pays qui puisse payer.

« Je ne veux pas dire que son peuple doit être réduit à l'esclavage, mais si l'Entente est sincère dans ses intentions, qu'elle forme une ligue des nations qui mettra en valeur les ressources de la Russie ; de cette façon, elle pourra payer les frais de la guerre et en même temps venir en aide à la Russie. »

Le Kronprinz trouve fort amusant que son père scie du bois comme passe-temps.

« Quant à moi, dit-il, je travaille chez le forgeron du village, je fais des fers à cheval, c'est le seul exercice que je prenne. »

INFORMATIONS**Deux navires restitués**

En exécution des clauses navales de l'armistice, le gouvernement allemand vient de rendre aux autorités françaises, à Dunkerque, deux navires qui vont être remis à la disposition de leurs armateurs, le vapeur « *Fernande* » et le quatre-mâts « *Vercingétorix* ». »

A la gloire de La Fayette

Le président Wilson vient d'envoyer au maire de Baltimore le texte d'une inscription qui sera gravée sur les côtés du piédestal de La Fayette à Baltimore.

« La Fayette est immortel parce qu'il fut, en s'oubliant lui-même, le serviteur de la justice et de l'humanité. C'est ainsi que le regardent tous les Américains, car il a adopté ce principe qu'aucun devoir n'est plus sacré que la lutte pour la liberté. »

La poste par avions

Hier, à quatre heures de l'après-midi est arrivé le premier aéroplane qui inaugurerait le service France-Rabat (Maroc). Il était piloté par les lieutenants Loncette et Massigny. Par suite d'une fausse manœuvre, l'appareil a heurté contre un mur. Le lieutenant Massigny a été légèrement blessé.

Il n'y a plus en Allemagne que des malades intransportables

D'après les assurances formelles du gouvernement allemand, il n'y a plus aucun prisonnier français retenu, sauf quelques milliers d'intransportables qui, signalés aux autorités militaires françaises, sont soignés et rapatriés par leurs soins.

Des missions militaires alliées se sont rendues en Allemagne pour s'assurer qu'il n'est plus gardé de prisonniers de guerre sous aucun prétexte. Les familles qui désirent savoir où se trouvent des parents non revenus dans leurs foyers, doivent s'adresser au bureau des renseignements sur les prisonniers de guerre, avenue de La Motte-Picquet, 43, à Paris.

L'Allemagne doit payer d'abord

Dans sa séance du 22 février 1919, la Commission Centrale Exécutive de l'Alliance Républicaine Démocratique a adopté la résolution suivante :

« L'Allemagne étant pleinement responsable de toutes les conséquences directes et indirectes de la guerre qu'elle a voulue et longuement préméditée, aucun impôt nouveau ne doit être établi en France avant que le compte de l'ennemi n'ait été définitivement arrêté et toutes les mesures prises pour assurer le paiement de sa dette. »

Le contribuable français ne saurait être substitué au contribuable allemand, qui doit et qui peut payer.

Le Président : A. CARNOT.

D'autre part, le conseil supérieur d'Alsace-Lorraine a émis ce vœu :

« Le conseil supérieur, considérant que l'article 3 des stipulations financières de Trèves, du 13 décembre, n'a pas été appliqué par l'Allemagne ; que l'obligation de cette application a été rappelée ainsi que celles des autres dispositions encore non appliquées dudit protocole par une clause générale et formelle du dernier armistice, émet le vœu :

« Que M. le président du conseil fasse assurer par le maréchal Foch l'exécution de l'article 3 et invite ce dernier à exiger instamment la remise, dans le délai d'un mois, à la succursale de la Reichsbank, à Strasbourg, de tous les fonds pris en Alsace et en Lorraine par les autorités allemandes, et de toutes les sommes provenant de séquestres et liquidations de biens français et alsaciens-lorrains, en Alsace et en Lorraine, qui se trouvent actuellement déposées chez le curateur des biens ennemis à Berlin ou dans toute autre caisse allemande. »

Le bilan de la dévastation allemande approche de 120 milliards

M. Louis Dubois, député de la Seine, au nom de la commission du budget, a rédigé un avis sur le projet de loi concernant la réparation des dommages de guerre. Pour la première fois est ainsi publiquement produit le tableau d'ensemble des épouvantables dévastations de l'ennemi. Cet effrayant total atteint 119 milliards 801 millions, se décomposant ainsi : dommages aux immeubles, 35 milliards 446 millions ; meubles, matériel bétail et valeurs, 32 milliards 352 millions ; matières premières, produits agricoles, approvisionnements, 28 milliards 761 millions ; pertes de revenus ou d'exploitation, 23 milliards 242 millions.

Nouvelles émeutes à Berlin

On annonce de Berlin que les communications directes par chemin de fer entre Berlin et Weimar ont été coupées par les spartakistes, qui ont détruit la voie aux environs de Halle. Le train du gouvernement qui devait quitter Weimar mardi soir, n'a pu partir.

De nouvelles émeutes sont signalées à Berlin. Le mouvement semble devenir inquiétant.

M. Wilson parlera à New-York

La veille de son départ pour la France, M. Wilson fera un discours à New-York. M. Taft prendra part à

faire pareille protestation auprès de leurs représentants dans leur département.

Pour le Comité,
Le Président : BORREDON.

Insemencements d'automne
L'Officiel publie les évaluations au 1^{er} janvier 1919 des insemencements d'automne. Voici pour le Lot les renseignements suivants :
Blé, surfaces ensemencées : 50 000 hectares, état des cultures bon.
Méteil, surfaces ensemencées : 700 hectares, état des cultures, assez bon.
Seigle, surfaces ensemencées : 7 200 hectares, état des cultures assez bon.
Orge, surfaces ensemencées : 100 hectares, état des cultures assez bon.
Avoine, surfaces ensemencées, 2 500 hectares, état des cultures assez bon.

Etat-civil de la ville de Cahors
Du 22 février au 1^{er} mars 1919

Naissances
Maratuech Suzanne-Louise, Bd Gambetta, 105.
Carré Marcelle, à St-Ambroise.

Publication de Mariage
Courréjou Augustin-Elve-Rémi, employé de bureau et Albert Julie-Marthe, comptable.

Mariages
Conquet François-Jules, lieutenant au 94^e d'Infanterie et Rames Germaine-Lucie-Emilie, p.
Besse François-Maurice, docteur en Médecine et Aubertin Marie-Thérèse, s. p.
Baltes Antonin, employé au chemin de fer et Cavallac Georgettes.
Böltcher Jean-Hugo-Otto, cultivateur et Dedieu Marie-Louise-Ernestine.

Décès
Teulières Zénoïde-Marthe-Irma, époux de Penne, 22 ans, rue de la Brasserie.
Bord Adeline-Léontine, veuve Four-nié, 46 ans, rue St-Georges.
Bessières Cyprien, cultivateur, 74 ans, rue Barry, 41.
Combebas Marguerite-Catherine, veuve Sembel, 63 ans, quai Champollion, 4.
Montoril Marie-Agnès, sœur de St-Vincent de Paul, 71 ans, Hospice.
Henras, Marie-Louise-Ernestine, épouse Lasserre, 55 ans, rue des Cadourques, 18.
Dupuy Marie, veuve Duhamel, 47 ans, Côte des Evêques.

Albas
Nous recevons la lettre suivante, que nous insérons avec plaisir :
Monsieur le Rédacteur,
On a beau être à la retraite et vouloir en profiter pour se livrer à un doux farniente intellectuel, si un utile après soixante ans et plus d'activité cérébrale, tout en vaquant de son mieux à des travaux champêtres, on n'éprouve pas moins, de temps à autre, le besoin de revenir aux fêtes de l'esprit, et quelque joie de ne pas en être sevré définitivement. Eh bien ! c'est là une joie qu'il m'est donné de goûter parfois ici, dans ce pittoresque village, dont les habitants, presque tous viticulteurs, savent encore s'intéresser aux récréations intellectuelles. L'occasion leur en a été fournie quelquefois cet hiver, et j'en ai profité avec eux.
Voilà quatre fois que nous avons, le dimanche soir, non pas des « 5 à 7 » académiques comme à Paris ou ailleurs, mais des « 7 à 9 » familiaux, comme il convient à une modeste campagne, avec conférences, musique, monologues, projections, — que sais-je encore ? — le tout fort intéressant, patriotique d'un bout à l'autre, et, ce qui est parfois rare ailleurs, approprié à toutes les intelligences et à toutes les conditions.
Je me hâte d'ajouter que ces récréations, qui obtiennent un légitime succès, (absolument gratuites du reste) (1), sont, en principe, offertes aux enfants et anciens élèves des écoles ; mais, avec son tact et son goût

parfait, notre aimable et distingué directeur d'école, M. Lafon, digne successeur de son père, organisateur de ces réunions dont il supporte seul tout le poids, a su attirer et retenir les parents, des auditeurs aussi de tout âge et de toute condition, — même des citoyens et de vieux universitaires un peu blasés sur le chapitre des conférences.

Mais ce mot même de « Conférence » est-il bien exact ? Avec une charmante modestie, M. Lafon s'efface derrière des conférenciers émérites, — ceux des *Annales* surtout, — nous lit les fragments les plus intéressants, résume le reste, et relie le tout par ses réflexions et ses observations, que l'on est tenté de confondre avec le texte. C'est ainsi que nous avons entendu sans fatigue et goût à notre aise des conférences applaudies à Paris, mais un peu longues et parfois trop savantes pour notre auditoire, sur « Le retour à la terre » de Richépin, « Les femmes héroïques pendant la guerre », de M^r Henry Robert, avocat à la cour d'appel de Paris, « Les Misérables de Victor-Hugo » (Richépin), « L'Alsace et son passé », du sénateur Herriot. Et ces lectures, accompagnées de réflexions aussi frappantes que familières, éclairées par des documents topiques et par des indications sur la carte au tableau noir, ont toujours été suivies avec une attention religieuse et applaudies avec enthousiasme. Inutile de dire que ces applaudissements, s'adressaient autant, et avec raison, à l'interprète qu'aux conférenciers primitifs.

M. Lafon a voulu que les enfants contribuassent, eux aussi, au succès de ses conférences, et ces jeunes artistes ont recolté leur bonne part d'applaudissements et d'éloges mérités. Il n'est que juste d'ajouter que M. Lafon, vraiment artiste, a été le « maître des chœurs » et le chef d'orchestre de quelques jolies symphonies de violon. Les morceaux de prose ou de vers, et les monologues toujours bien choisis et gentiment débités, ont complété le succès de ces petites fêtes, dont on sort vraiment ravi, nullement fatigué, en remerciant leur organisateur, et en disant : « déjà ? » ou : « à quand la prochaine ? »

Un professeur en retraite.
(1) M. Lafon a cru pouvoir recueillir quelques offrandes et placer des billets de la Loterie des victimes de la guerre, et le public s'est empressé de répondre à cette patriotique invitation, dont le produit a été envoyé à la caisse centrale de Cahors.

Gieurac
Les renards aux pattes crochues. — Un de ces derniers jours, un renard à deux pattes ayant visité le poulailler d'une fermière de la commune, lui a soustrait huit poules, ce qui est une perte assez considérable pour cette propriétaire, maintenant surtout que la volaille est si chère. Il est vrai que l'individu qui a fait le coup, ne prend pas la peine de débattre le marché et emploie le moyen bien simple de garnir sa volière sans bourse délier. Ce malandrin doit savoir qu'à la gêne, il n'y a point de plaisir et il agit en conséquence.
A peu près à la même date, un de ces malfaisants a également emporté à un autre propriétaire. Réellement, les gens ne se gênent plus. En voyant journellement tous les crimes ou vols qui se commettent de part et d'autre on est à se demander où nous allons et où nous en arriverons. Il est triste de voir que plus la population diminue plus le nombre des malfaisants augmente.
A la justice d'ouvrir l'œil et de se montrer impitoyable lorsqu'elle pourra mettre la main sur les coupables.

Figéac
Le tirage de la Tombola des Œuvres Départementales a eu lieu le jeudi 27 courant à la Préfecture.
Nous ne saurions trop remercier la population Figéacoise et les cantons Est et Ouest qui ont répondu avec empressement à l'appel du Sous-Préfet.
La vente a produit la jolie somme de 2 500 francs.

Lamalivie
Trop bavard. — Le nommé Célestin Lacaze, né en 1874, à Lamalivie (Lot), domestique agricole à Aurillac, rencontra l'autre nuit une patrouille de police : « A Verdun, s'écria-t-il, on ne voyait jamais

d'agents, mais à Aurillac on ne voit que ça. » Puis, d'une façon très violente et très grossière il injectait le brigadier de service. Conduit au poste, Lacaze s'est vu dresser procès-verbal pour outrages.

Saint-Céré
Notre compatriote Casimir Grenouillac a été l'objet des trois citations suivantes. Citation à l'ordre du régiment, 18 mai 1917 : « Bon soldat, déjà blessé deux fois, belle conduite au feu à l'attaque du 16 avril 1917. » — 6 novembre 1917 : « Modèle de sang-froid et de courage, a assuré la relève et le transport des blessés de sa compagnie et le mépris d'unités voisines pendant la période du 8 au 12 septembre 1917, devant Verdun. » — 24 avril 1918 : « Au cours d'une attaque ennemie, est allé rechercher sous le feu de l'adversaire des pièces d'identification de l'assailant. »
Nos félicitations à ce vaillant compatriote.

Masclat
Citation. — Nous relevons la belle citation suivante dont a été l'objet M. l'abbé Faurel, curé de notre commune.
« Au nom du Président de la République, le ministre de la guerre a décerné la médaille d'honneur en bronze, au soldat de 1^{re} classe Pierre Faurel, classe 1898, de l'ambulance 1/38, infirmier de visite depuis le début de la campagne, toujours auprès des blessés, a été d'un dévouement absolu en toutes circonstances et de la plus grande modestie. Très estimé de ses chefs et de ses camarades, s'est acquitté de la reconnaissance de tous ceux qu'il a entourés de ses soins. »

M. l'abbé Faurel est autorisé à porter cette médaille suspendue à la boutonnière par un ruban tricolore.
Nous adressons à M. l'abbé Faurel nos vives félicitations.

Fumel
Nécrologie
Vendredi, 28 février, ont eu lieu, à Fumel, les obsèques de M. René Delbrel, ancien élève du lycée de Cahors et contrôleur des contributions directes au Ministère des Finances où il avait été rappelé du front, après 3 ans de présence aux armées de Champagne et d'Artois. Il a été emporté, en 3 jours, par une grippe foudroyante. Le défunt était le cousin de Mme et M. Cazès, place Galdemar à Cahors, à qui nous adressons, ainsi qu'à toute sa famille, l'expression de nos plus sincères condoléances. René Delbrel était âgé de 27 ans.
M. Chéry, son ancien maître et qui n'avait cessé de le guider aux armées, a prononcé sur sa tombe, le discours suivant que nous reproduisons :

Messieurs, Messieurs,
Il y a 15 jours, à peine, René Delbrel m'écrivait encore quelques lignes empreintes d'une reconnaissance touchante, me rappelant ses années d'école et les heures tragiques vécues ensemble au front, où l'élève et l'ancien maître réalisait le rêve si longtemps caressé, si souvent l'objet de leurs causeries au lycée, le rêve de la revanche. Et voilà que, tout à coup, la nouvelle foudroyante de sa disparition vient nous alerter. La mort ironique et brutale, qui l'avait épargné, face à l'ennemi, l'arrache à l'affection de sa famille, à l'amitié et à l'estime de tous ceux qui avaient su apprécier cette nature franchement aimable et attirante. Hélas ! il n'y a qu'à accepter les décisions de la Destinée et à s'incliner devant la tombe de cette nouvelle victime, dont l'âme immortelle s'est envolée vers les espaces éthérés, ne nous laissant comme souvenir qu'une enveloppe périssable, symbole d'une vie éphémère.
Au lycée Gambetta, René Delbrel fut l'élève modèle, doux, laborieux, d'une intelligence brillante, au cœur reconnaissant. Il aimait ses maîtres et nous l'aimions, ses camarades applaudissaient à ses succès. Il avait conservé de son passage parmi nous un souvenir vivace, il se faisait un devoir de rester en relation avec ses anciens maîtres et de leur prouver qu'il avait le culte du souvenir. Le lycée a inscrit son nom sur son grand Livre d'Or.

Aussi quelle ne fut pas ma joie de le retrouver, en première ligne, en Champagne et devant Arras, durant les années sanglantes de cette guerre mondiale. A Arras, je l'avais signalé à son colonel qui m'avait demandé un sous-officier sûr, discret, capable de rédiger un travail délicat et confidentiel. Il quitte donc la tranchée boueuse et mortelle pour une vie plus calme et relativement à l'abri du danger. Mais, un jour, il déclare à son chef qu'il veut accomplir son service en entier et retourner au danger. L'ami de cette abnégation, le colonel le nomme sous-lieutenant, et Delbrel marche à la mort qui peut le trapper à chaque instant, insouciant du silence des obus et du crépitements des mitrailleuses. La croix le récompense bientôt de son courage.
Rappelé par le Ministre des Finances à

ses fonctions d'avant-guerre, notre jeune ami voit s'ouvrir devant lui une perspective brillante, car ses qualités supérieures ne tardent pas à le désigner à des fonctions spéciales, à Paris. Travaillier opiniâtre, clairvoyant, résolvant avec facilité les problèmes soumis à sa perspicacité, une ascension rapide dans la carrière lui était assurée. Hélas tout est fini ! ce beau rêve s'est évanoui. Pleurons-le avec ses parents, à qui j'offre l'expression de ma profonde douleur et de cette assemblée si attristée, pleurons la mort de ce fils unique, leur joie, leur orgueil, leur espérance, leur soutien quand l'âge serait venu les courber et les abatre. Mais vous, mon cher Delbrel, vous êtes parti en pleine jeunesse, dans l'épanouissement de votre vie, dans la floraison de tout votre être ! vous aurez ignoré l'effroi de la vieillesse, la décrépitude de l'organisme et parfois de l'intelligence.
Vous n'aurez connu du monde que ses joies et ses illusions, ne sachant rien de ses hypocrisies, de ses duplicités, du mensonge et de l'ingratitude. Vous avez quitté le sourire aux lèvres, entouré de l'affection de tous, fier du devoir accompli. Et si, au moment suprême, vous avez eu conscience de votre heure dernière, votre âme chrétienne, fortement trempée, aura affronté sans crainte, cette envolée dans l'éternité, de même que vous alliez droit au feu, sans trembler, prêt à mourir pour la France.
Mon cher ami et ancien élève, dormez en paix.
Au revoir.

Nous prions la famille de vouloir bien agréer nos bien vives condoléances.

DÉPÊCHES

Paris, 11 h. 40.

Grèves anglaises
De Londres : La grève des chantiers navals de la côte nord-est de l'Angleterre qui dura huit semaines est terminée.

Retour de Wilson
De Washington : M. Wilson quittera Washington immédiatement après l'ajournement du Congrès. Il s'embarquera mercredi matin pour l'Europe.

LA CENSURE
Paris : Longue dépêche censurée ce matin. (Cela explique, sans doute, la brièveté de notre premier télégramme).

A LA CONFERENCE
Le Comité des Dix se réunit tantôt pour entendre le rapport des Commissions financière et économique.
Ce matin eurent lieu la réunion des Commissions de la Pologne, Belgique, des Réparations et celle de la sous-commission des Fleuves.
Ce soir réunion des Commissions des Affaires grecques et du transit.

En Bavière
L'agitation continue
De Berne : Les Spartaciens ont tenté, le 27 février de proclamer la grève générale à Munich et de faire proclamer la République des C. O. S. Le commandant de la ville étouffa le mouvement. Le bolcheviste Léwin déclara qu'il fallait tout sacrifier pour la défense des socialistes et pour l'affranchissement du prolétariat. La bourgeoisie, dit-il, doit disparaître.
Le 28 fut marqué par un grave incident. Alors que le ministre Unterleitner exposait son rapport sur les travaux de la Commission, trente gardes républicains pénétrèrent dans la salle et tirèrent sur les députés. Ils arrêtèrent le Dr Léwin qui était assis au banc ministériel et les députés Musban et Lantauer.

Le mouvement gréviste
De Berne : A Halle, les négociations continuent entre le gouvernement et les C. O. S. Les grèves gagnent toutes les villes industrielles. L'usine électrique de Gotha a été occupée par les troupes gouvernementales. A Erfurt, la grève générale continue ainsi que celles des Bourgeois.

L'Autriche allemande
De Berne : Le ministère de l'Autriche Allemande serait formé de 4 socialistes, trois chrétiens-sociaux et un national allemand.

En Asie-Mineure
De Londres : Le floucs de l'Asie-Mineure est levé depuis le 21 février.

Dans queq' temps d'ici
Grand air de l'avenir.
Il paraît que not' doux pays,
Va devenir un paradis,
Dans queq' temps d'ici.
On n'verra plus de malheureux,
Tous les hommes seront heureux,
Dans queq' temps d'ici.
Les paysans, les cultivateurs,
Ne connaîtront plus leur bonheur,
Dans queq' temps d'ici.
On n'verra plus d'maris trompés,
De bell'mères et d'gendres brouillés,
Dans queq' temps d'ici.

L'or ne se tiendra plus caché,
Tout le monde verra son marché,
Dans queq' temps d'ici.
Dans les restaurants Cadurciens,
On mangera pour presque rien,
Dans queq' temps d'ici.
Les vols, les papiers, les réfections,
Aux boutonniers des vestons,
Dans queq' temps d'ici.
Et les poulettes chaque soir,
Se donneront sur les trottoirs,
Dans queq' temps d'ici.

Les Députés avec orgueil,
S'égoutteront désormais à Poil,
Dans queq' temps d'ici.
Plus on n'ira pas au trottoir,
De nous tous ils s'occuperont,
Dans queq' temps d'ici.
Dans les Jardins du Luxembourg,
Les vieux Sénateurs, pleins d'humour,
Dans queq' temps d'ici.
Feront aux bons' avec amour,
Un petit doigt de Haute-Cour,
Dans queq' temps d'ici.

Les trains n'auront plus de retard,
Les employés s'en vont pleins d'égards,
Dans queq' temps d'ici.
A la moindre petite friction,
Les timelites s'en vont front,
Dans queq' temps d'ici.
Le tabac sortira par l'nez,
Tout le monde pourra péter,
Dans queq' temps d'ici.
Et le gaz revient sur l'eau,
Illuminera tout not' Lot,
Dans queq' temps d'ici.

Les Journalistes, gens bavards,
Ne lanceront plus de canards,
Dans queq' temps d'ici.
Les feuilletons s'en vont bien écrits,
Les nouveaux riches n'auront d'esprit,
Dans queq' temps d'ici.
Les huissiers deviendront benins,
Et les gendarmes très malins,
Dans queq' temps d'ici.
Les valeurs Russes augmenteront,
Et nos impôts diminueront,
Dans queq' temps d'ici.
Armand LAGASPIE.

Utile Précaution
A part les rhumes, toutes les affections des bronches tendent à devenir chroniques. Les bronchites, les pleurésies, l'influenza, laissent des traces qui causent l'essoufflement, l'oppression, l'asthme, le catarrhe, l'empyème. On évite les complications en ayant recours à la Poudre Louis Legras, ce merveilleux remède qui a obtenu la plus haute récompense à l'Exposition Universelle de 1900. Elle soulage instantanément et guérit progressivement. Une boîte est expédiée contre mandat de 2 fr. 80 (impôt compris) adressé à Louis Legras, 139, Bd Magenta à Paris.

Comme une barre entre les épaules !
Combien d'existences seraient sûrement transformées si l'on connaissait le moyen de se débarrasser de son mal ! Le 17 janvier 1917, Mlle Amanda Séry nous dit : « Voilà une dizaine d'années, je souffrais continuellement de douleurs dans le dos, j'avais comme une barre entre les épaules, on me soignait en vain pour de l'arthritis ; sans appétit, je ne reprenais pas de mine ni de forces et j'étais tombée dans un état de fatigue tel que je dus renoncer à mon métier de lingère. Je ne m'en portai pas mieux »



Mlle SÉRY
(D'après photographie)
pour cela. L'année dernière, je fus prise de coliques néphrétiques qui me clouèrent sur le lit pendant plusieurs semaines ; j'étais très affaiblie et le linguissais, lorsque je voulus essayer les Pilules Foster. Un grand changement se manifesta bientôt dans mon état : moins d'un mois après, je ne souffrais plus, les forces me revenaient et j'ai pu, depuis, reprendre mes occupations sans éprouver le moindre malaise ». Signé : Amanda Séry, Avenue du Roule, 33, Neuilly-sur-Seine.
Si vous souffrez de douleurs sourdes dans les reins, ne passez pas votre temps à vous lamenter, mais recherchez la cause de ces douleurs mystérieuses. La nervosité, le teint jaune, l'insomnie, l'irritabilité, la lassitude, qui vous conduisent à un état que l'on confond avec l'anémie, sont souvent sous la dépendance du mauvais état des reins. Dans ce cas, les Pilules Foster opèrent des guérisons durables, parce qu'elles fournissent aux reins la force nécessaire pour filtrer le sang et éviter le retour offensif du mal.

AVIS DE DÉCÈS
Monsieur Joseph LASSERRE, négociant ; Monsieur Fernand LASSERRE, négociant ; Madame Fernand LASSERRE et leurs enfants ; M. le docteur Francis ROQUES, Madame Francis ROQUES, Monsieur LASSERRE et leurs enfants ; Monsieur Germain HENRAS, négociant, Madame Germain HENRAS et leur famille ; Madame veuve Charles BORDERIE, née HENRAS et sa famille ; Monsieur Louis AU-BERTIN, conservateur des hypothèques en retraite et sa famille ; Madame veuve CALMEJANE-COURSE, née LASSERRE et sa famille ; Monsieur Paul LASSERRE, juge de paix, Madame Paul LASSERRE et leur famille ; les familles BESSÉGUER, SEHS et MIQUEL et tous les autres parents ont la douleur de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Madame Joseph LASSERRE
née Isabelle HENRAS
leur épouse, mère, grand-mère, belle-mère, sœur, belle-sœur, tante et cousine, pieusement décédée en son domicile, à Cahors, rue des Cadourques, 18, le 27 février 1919, dans sa 56^e année, munie des Sacraments de l'Eglise.
Et vous prie d'assister aux convocations de service, qui auront le dimanche 2 mars 1919 à 9 heures et demie très précises du matin, sur la paroisse St-Barthélemy.
L'inhumation aura lieu le même jour, à Espère, à onze heures du matin.

AVIS DE DÉCÈS
Madame veuve Adrien ALBET ; Monsieur et Madame COFFINET ; Monsieur et Madame CRAPART ; Monsieur et Madame ARNOULT et leurs enfants ; Madame veuve ALBET née ALIBERT et tous les autres parents ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Monsieur Louis-Belice COFFINET
décédé à Leschères, Seine-et-Marne, dans sa 78^e année et les prie d'assister au service funèbre qui sera célébré le 4 mars à 8 heures à l'Eglise Cathédrale.

LE PETIT JACQUES

PAR
JULES CLARETIE
De l'Académie Française

PREMIÈRE PARTIE
I
LE JOUR DE L'AN D'UN MALHEUREUX
Brusquement, il éprouva le besoin ardent, impérieux, fou, de revoir son fils et l'embrasser. Il lui semblait qu'il l'avait quitté depuis dix ans. En retrouvant Jacques chez le portier assis et jouant aux soldats en plomb avec un gamin de la maison, Rambert le saisit à l'étouffer et lui dit :
— Tu m'aimes bien, réponds mon bon Jacques ?
— Oh ! papa !
Et l'enfant, après l'avoir embrassé bien fort :
— Tu ne sais pas ? fit-il, je l'attendais. Je veux dîner. J'ai si faim !
— Tu n'as pas mangé ?
— Non.
— Ah ! fit Rambert soudainement. Et le portier il ne t'a rien donné !
— Je n'ai rien demandé, dit le petit. Je n'étais pas chez nous, papa !
— Ah ! ce n'est pas possible que je

ne trouve rien, dit Noël. Viens petit Jacques.
Il l'emporta dans ses bras, descendant le boulevard de l'Hôpital avec son fardeau. La nuit était venue tout à fait. Paris, l'immense Paris, s'étendait, ombre effrayante percée de lumière.
— En est-il un plus malheureux que moi là-dedans ? pensait Rambert.
Sur les boulevards il mit l'enfant à terre et lui dit de marcher ; Noël était brisé.
L'enfant trotta de ses petites jambes, la tête tournée vers les boutiques, son bras tendu vers ces belles choses séduisantes qu'il apercevait, les dévorant des yeux. Rambert le voyait, fermant son petit poing en ouvrant, comme pour saisir, sa main avide ; il l'entendait redire, avec des cris nerveux, répétés, exigeants :
— Des soldats, des bonbons, des gâteaux, un théâtre, un jeu de boules ! Oh ! papa ! achète !
Il se sentait frappé sur la poitrine par cet ordre larmoyant, par cette prière du pauvre petit. Alors il ne disait rien, tirait l'enfant un peu plus fort.
— Ne regarde pas ça, petit Jacques, disait-il.
Une fois, l'enfant lui dit :
— Tu me fais mal, papa !
— Moi ? dit Rambert effrayé. Où cela ?
— A la main, tu me serres...
— Oh ! mon pauvre petit, je ne

l'ai pas fait exprès, va.
Il enleva l'enfant de terre, et, le prenant dans ses bras, le couvrit de baisers en lui disant :
— Je t'ai fait mal ! Embrasse-moi, pardonne-moi ; je t'ai fait mal, petit Jacques !
Le bras de l'enfant montrait à présent, dans une boutique étincelante, un polichinelle, couché, comme un pacha dans son sérail, au milieu d'un tas de poupées. Il était grand, vêtu de rouge, et teint coloré, un grand chapeau garni de pailloons sur sa perruque de coton blanc comme neige. Les yeux du petit Jacques, en le voyant, jetaient des flammes. Il oubliait qu'il avait faim ; ses mains se crispèrent.
Jacques jetait des petits cris qui ressemblaient à des rires :
— Je veux ça ! je veux ça !
Maintenant, Noël Rambert mettait, pour empêcher de voir toutes ces choses au petit Jacques, sa main calleuse sur les yeux noirs de l'enfant, et il ne pouvait étouffer le sanglot furieux qui lui montait à la gorge. Il sentait la petite tête douce, la peau satinée de Jacques glisser dans sa main, les lèvres du petit lui caresser ses doigts nerveux, et il entendait que sa voix exigeante tout à l'heure, lui disait, toute triste à présent :
— Tu pleures, dis ? Pourquoi tu pleures ? Tu es comme moi, est-ce pas ? Tu as faim ? Est-ce que nous mangerons bientôt ?
Rambert se jeta dans une rue un peu plus sombre et là, haletant, éga-

ré, insensé, il attendit, serrant son enfant contre sa poitrine, le premier passant qui viendrait. Il lui fallait de l'argent, l'enfant criait la faim. Rambert machinalement répétait :
— C'est trop, c'est trop, c'est trop !
Lorsqu'il vit un gros monsieur, descendant la rue en paletot fourré d'astrakan, un paquet de bonbons dans la main et fredonnant un quadrille de Strauss, Rambert jeta brusquement sa casquette à terre, et d'une voix qui suppliait et qui peut-être menaçait aussi :
— Pour acheter du pain, dit-il brusquement.
Le passant s'arrêta net et fit un mouvement de retraite.
— Mon petit a faim, monsieur...
Rambert avait ordonné tout à l'heure, maintenant il balbutiait. Ses yeux seuls, fiévreux, gardaient leur résolution et leur colère. L'homme au sac de bonbons jeta en haussant les épaules une pièce de monnaie dans la casquette et s'éloigna, reprenant son air de danse.
Rambert avait envie de lui crier : Merci ! et de lui demander son nom, pour lui rendre un jour ce qu'il venait de lui donner. L'homme était entré dans une des maisons voisines, et Noël demeurait là, raide comme une statue, l'œil fixe :
— J'ai menti !... Eh bien ! quoi ! dit-il en ramassant la casquette, à qui la faute ?
Le passant lui avait jeté vingt sous, une fortune pour le misérable,

Rambert regardait cette pièce blanche avec des sourires d'enfant. Il la tournait, la retournait, la faisait sauter dans sa main :
— Ah ! tu as faim, disait-il, tu as faim, mon petit Jacques ? Eh bien ! viens, tu as de quoi manger, fêta le nouvel an et avoir des étrennes. Ah ! ce serait trop injuste si tu étais le seul qui n'aurait rien ! Allons viens, je te dis ! Nous allons dîner...
Il entra chez un rôtisseur, demanda du poulet, un gâteau, du vin. L'enfant devorait gaiement toutes ces choses, barbouillant de graisse sa petite bouche et ses joues roses. En le regardant, Rambert oubliait :
— Tu ne manges pas, mon papa ? disait l'enfant.
— Non, je n'ai pas faim !
A peine avait-il trempé ses lèvres dans le verre d'eau rouge. Il leur restait en sortant quelques sous encore.
— Tu ne sais pas ? Je veux un soldat en sucre, dit le petit Jacques.
Rambert lui acheta son soldat. Il semblait à Noël qu'il avait maintenant une fortune. Lorsqu'ils revinrent au boulevard de l'Hôpital, l'enfant s'était endormi déjà dans les bras de son père, en sucant le shako de son grenadier. Rambert le coucha sur le matelas crevé qui était son lit, le couvrit d'une vieille couverture et redescendit disant au portier d'un air étrange :
— Je vais déjeuner !... A onze heures du soir, il s'en fait temps,

n'est-ce pas ?
Pour se soutenir, Noël Rambert allait dépenser les deux sous qui lui restaient en buvant un verre d'eau-de-vie. Il se sentait glacé, épuisé. L'alcool lui donnerait un peu de vigueur.
Le portier avait déjà fait remarquer à un locataire qui rentrait combien Noël Rambert tout à l'heure avait l'air trouble.
— Le fait est qu'il est bizarre, avait dit l'autre.
— Dites qu'il est sinistre, répondit le portier.
II
A BEAUJON
Noël fuyait le logis, poussé par le besoin qu'on a de secouer l'affaissement qui vous gagne, la torpeur mauvaise qui vous envahit. Il avait peur de ce tête-à-tête avec son enfant.
Les rues étaient pleines de bruits et de chants. Des passants allaient et venaient, le long du boulevard, joyeux avec des sourires satisfaits.
Il pressait le pas, avançait, et machinalement se dirigeait vers les Champs-Élysées, par les quais. Il n'avait littéralement plus une pensée. Sorte d'automate souffrant, il allait tout droit, sans songer. Encore et toujours, il retrouvait sur son chemin cette tentatrice, la Seine. Mais il ne s'arrêterait pas, il marchait. Le fleuve eût été assez puissant, cette fois, pour l'attirer.
La soirée s'avancait et il se faisait

